

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

Banque CIC Sud-Ouest

Société anonyme au capital de 258 498 240 euros  
Siège social : 20 quai des Chartrons, 33000 BORDEAUX  
456 204 809 R.C.S. BORDEAUX

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l’A.G.O. du 16 avril 2025

I. — Bilan au 31 décembre 2024  
(en milliers d’euros)

Actif en milliers d'euros	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Caisse, Banques centrales		33 732	36 612
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	2	2 650 255	2 605 456
Opérations avec la clientèle	3	21 894 298	21 775 060
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	5 195	5 195
Actions et autres titres à revenu variable	5	35	43
Participations et autres titres détenus à long terme	6	18 965	16 776
Parts dans les entreprises liées	7	4 424	2 924
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	8	17 086	20 380
Immobilisations corporelles	9	87 522	90 204
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	10	276 823	524 535
Comptes de régularisation	11	188 281	97 370
Total de l'actif		25 176 616	25 174 555
Hors-bilan		2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		7 330 089	7 381 208
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			
Passif en milliers d'euros		2024 31 décembre	2023 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	12	8 410 325	7 937 951
Opérations avec la clientèle	13	15 459 048	15 656 700
Dettes représentées par un titre	14	1 153	1 860
Autres passifs	10	247 465	540 283
Comptes de régularisation	11	297 944	290 801
Provisions	15	135 905	111 965
Dettes subordonnées	16	86 581	86 682
Fonds pour risques bancaires généraux	17	3 287	3 287
Capitaux propres	17	534 908	545 026
- Capital souscrit		258 498	258 498
- Primes d'émission		63 332	63 332
- Réserves		211 201	186 143
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		12 151	11 770
- Report à nouveau		226	226
- Résultat de l'exercice		-10 500	25 057
Total du passif		25 176 616	25 174 555
Hors-bilan		2024 Décembre	2023 Décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit			921
Engagements en faveur de la clientèle		2 012 529	2 197 101

<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	72 254	52 732
Engagements d'ordre de la clientèle	2 615 571	2 567 085
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres acquis avec faculté de reprise		
Autres engagements donnés		

**II. — Compte de résultat**

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
+ Intérêts et produits assimilés	24	948 343	750 006
+ Intérêts et charges assimilées	24	-811 074	-608 001
+ Revenus des titres à revenu variable	25	19	15
+ Commissions (produits)	26	264 651	256 484
+ Commissions (charges)	26	-53 366	-51 693
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	2 812	1 675
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	28	0	109
+ Autres produits d'exploitation bancaire	29	2 003	2 215
+ Autres charges d'exploitation bancaire	29	-4 151	-4 020
<b>= Produit Net Bancaire</b>		<b>349 237</b>	<b>346 790</b>
+ Charges de personnel	30	-160 828	-168 799
+ Autres charges administratives		-105 443	-106 708
+ Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations		-8 878	-7 740
<b>= Charges de fonctionnement</b>		<b>-275 149</b>	<b>-283 247</b>
<b>= Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>74 088</b>	<b>63 543</b>
+ Coût du risque	31	-80 786	-25 843
<b>= Résultat d'Exploitation</b>		<b>-6 698</b>	<b>37 700</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	32	-2 674	1 249
<b>= Résultat Courant</b>		<b>-9 372</b>	<b>38 949</b>
+/- Résultat exceptionnel		-255	-16
+ Impôts sur les bénéfices	33	-493	-13 366
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées		-380	-510
<b>= Résultat Net</b>		<b>-10 500</b>	<b>25 057</b>

**III. — Annexe aux comptes sociaux****Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable modifié par le règlement ANC 2015-06 et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La banque CIC Sud-Ouest est intégrée globalement dans les comptes consolidés du groupe de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

**Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers**

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.

**Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers**

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

**Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable**

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable

est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

#### **Note 1.4 Prêts et créances**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

#### **Note 1.5 Créances et risque de crédit**

Le système de déclassement en encours douteux est conforme Conformément au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

#### **Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial**

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des

dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectée par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

#### **Note 1.7 Opérations sur titres**

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

##### **Titres de transaction**

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

##### **Titres de placement**

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

##### **Titres d'investissement**

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux. Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

##### **Titres de l'activité de portefeuille**

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

##### **Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

##### **Titres donnés en pension livrée**

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

##### **Critères et règles de déclassement**

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

#### **Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change**

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

##### **Opérations sur les marchés organisés et assimilés**

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

##### **Opérations sur les marchés de gré à gré**

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

#### **Valorisation des instruments financiers à terme non cotés**

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

#### **Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles**

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

#### **Note 1.10 Comptes de régularisation**

Les frais d'émission d'emprunts émis jusqu'au 31 décembre 1999 sont amortis au cours de l'exercice d'émission et, pour les émissions postérieures à cette date, sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt.

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

#### **Note 1.11 Provisions pour dépréciation**

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

#### **Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)**

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle. Elles sont déterminées pour les activités de crédit, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours pondéré clientèle sain.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

#### **Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
  - pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.
- Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

#### **Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises**

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice. Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

#### **Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux**

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

#### **Note 1.16 Intérêts et commissions**

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

#### **Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés**

En application de la recommandation 2013.02 de l'ANC, les engagements font l'objet d'une provision dont la variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivantes :

- \* un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice
- \* un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

#### **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies**

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses. Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels.

Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel.

Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

#### **Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite**

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1er janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arco et Agirc. Les trois caisses du groupe CIC qui assuraient le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape ont fusionné au 1er janvier 2008 afin de mutualiser leurs réserves.

Après fusion, les réserves de l'entité fusionnée couvrent intégralement les engagements, ceux-ci ayant fait l'objet d'une estimation complète en 2008. Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi Fillon du 23 août 2003 et de la loi 2008-1330 de Financement de la Sécurité sociale du 17 décembre 2008, la transformation en IGRS de l'entité fusionnée, avec pour corolaire le basculement des réserves et engagements auprès d'un organisme d'assurance, est intervenue en 2009.

#### **Autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies**

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par des contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

#### **Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies**

Depuis 1994, un accord d'entreprise a été conclu créant un régime de retraite complémentaire par capitalisation collective au profit des personnels du groupe.

#### **Autres avantages à long terme**

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

#### **Note 1.18 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.**

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511 -45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

**Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat**

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

**NOTE 2 - Créances sur les établissements de crédit**

	31.12.2024		31.12.2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	2 032 369		1 986 182	
Prêts, valeurs reçues en pension (*)		579 830		580 149
Valeurs non imputées	716		6 085	
Titres reçus en pension livrée	0		0	
Créances rattachées	0	37 340	0	33 040
Créances douteuses	0	0	0	0
Dépréciation	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 033 085</b>	<b>617 170</b>	<b>1 992 267</b>	<b>613 189</b>
<b>Total des créances sur les établissements de crédit</b>		<b>2 650 255</b>		<b>2 605 456</b>
dont prêts participatifs		9 590		9 590
dont prêts subordonnés		4 240		4 240

Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

(\*) Un montant de 1468,5 millions d'euros de Prêts et valeurs reçues en pension à terme a été compensé avec le poste Comptes créditeurs de la clientèle correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation

**NOTE 3 - Créances sur la clientèle**

	31.12.2024	31.12.2023
Créances commerciales	52 276	81 598
Créances rattachées	0	0
Autres concours		
- Prêts et crédits	21 051 861	20 917 742
- Titres reçus en pension livrée	0	0
- Créances rattachées	39 507	34 353
Comptes ordinaires débiteurs	368 893	441 081
Créances rattachées	2	2
Créances douteuses	609 381	478 064
Dépréciation	-227 622	-177 780
<b>Total</b>	<b>21 894 298</b>	<b>21 775 060</b>
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	234 670	169 589
dont prêts participatifs	1 528	1 528
dont prêts subordonnés	0	0

Les créances douteuses comprennent 426 941 milliers d'euros de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 156 110 milliers d'euros.

Parmi les créances saines, il existe un encours de créances restructurées d'un montant de 108 601 milliers d'euros.

**Dépréciation des créances douteuses**

	31.12.2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2024
<b>Actif</b>	0				0
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0
Dépréciations sur créances sur la clientèle	177 780	95 230	-45 408	20	227 622
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0	0	0
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>177 780</b>	<b>95 230</b>	<b>-45 408</b>	<b>20</b>	<b>227 622</b>

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 609 381 milliers d'euros contre 478 064 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Elles sont couvertes par des dépréciations à hauteur de 227 622 milliers d'euros soit 37,35%, contre 37,19% à fin 2023.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations individuelles couvrant des risques de crédit s'établit à 1,03% fin 2024 contre 0,81% en 2023.

Notons que les créances saines de CIC SUD OUEST sont également couvertes par la provision générale pour risques de crédit (Cf. note 15).

**NOTE 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe**

	31.12.2024				31.12.2023			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres détenus non cotés	0	5 000	0	5 000	0	5 000	0	5 000

Titres prêtés	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	195	0	195	0	195	0	195
Créances douteuses		0	0	0		0	0	0
<b>Montant brut</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>
Dépréciation		0	0	0		0	0	0
<b>Montant net</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>	<b>0</b>	<b>5 195</b>
Plus-values latentes nettes		0	0	0		0	0	0
dont obligations subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0
dont titres émis par des organismes publics			0				0	

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2024

#### NOTE 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.2024				31.12.2023			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés	0	25	0	25	0	34	0	34
Titres détenus non cotés		22	0	22		22	0	22
Titres prêtés	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Montant brut</b>	<b>0</b>	<b>47</b>	<b>0</b>	<b>47</b>	<b>0</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>56</b>
Dépréciation sur titres		-12	0	-12		-13	0	-13
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>43</b>	<b>0</b>	<b>43</b>
Plus-values latentes		0	0	0		0	0	0

#### NOTE 6 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2023	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2024
Autres titres détenus à long terme						
- cotés	0	0	0	0	0	0
- non cotés	16 731	4 621	-4	0	-2 420	18 928
Titres de participation	0		0			0
- cotés	0	0	0	0	0	0
- non cotés	1 759	0	0	0	0	1 759
<b>Sous-total</b>	<b>18 490</b>	<b>4 621</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>	<b>-2 420</b>	<b>20 687</b>
Ecarts de conversion	0					0
Titres prêtés	0					0
Créances rattachées	103				0	103
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	0		0			0
<b>Montant brut</b>	<b>18 593</b>		<b>-4</b>			<b>20 790</b>
Dépréciations						
- titres cotés	0	0	0	0	0	0
- titres non cotés	-1 817	-12	4	0		-1 825
<b>Sous-total</b>	<b>-1 817</b>	<b>-12</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 825</b>
<b>Montant net</b>	<b>16 776</b>	<b>4 609</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2 420</b>	<b>18 965</b>

#### NOTE 7 - Parts dans les entreprises liées

	31.12.2023	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres Variations	31.12.2024
Valeur brute	2 924	0	0	0	1 500	4 424
Ecarts de conversion	0				0	0
Titres prêtés	0		0			0
Créances rattachées	0					0
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	0					0
Dépréciation	0	0	0	0	0	0
<b>Montant net</b>	<b>2 924</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>4 424</b>
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit	0					0
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées	0					0
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	2 924					4 424

#### Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2024		31.12.2023	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont	Total	Dont

		subordonné		subordonné
<b>Actif</b>				
Créances sur établissements de crédit	2 602 433		2 605 456	
Créances sur la clientèle	2 309			
Obligations et autres titres à revenu fixe				
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	8 358 383		7 937 951	
Comptes créditeurs de la clientèle	7			
Dettes représentées par un titre	86 581	86 581	86 682	86 682
<b>Hors-bilan</b>				
Engagements donnés	969 861		948 308	
- Etablissements de crédit	66 357		43 246	
- Clientèle	903 504		905 062	

La détection des opérations sur entreprises liées est limitée aux filiales du périmètre CIC.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

#### NOTE 8 - Immobilisations incorporelles

	31.12.2023	Acquisitions Dotation	Cessions Reprise	Autres variations	31.12.2024
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	350	0	0	0	350
. Frais d'établissement	0	0	0	0	0
. Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations incorporelles	20 055	0	-1 848	1	18 208
<b>Montant brut</b>	<b>20 405</b>	<b>0</b>	<b>-1 848</b>	<b>1</b>	<b>18 558</b>
Amortissements et dépréciations					
. Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
. Frais d'établissement	0	0	0	0	0
. Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations incorporelles	-25	-1 447	0	0	-1 472
<b>Montant des amortissements</b>	<b>-25</b>	<b>-1 447</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 472</b>
<b>Montant net</b>	<b>20 380</b>	<b>-1 447</b>	<b>-1 848</b>	<b>1</b>	<b>17 086</b>

#### NOTE 9 - Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31.12.2023	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	Autres variations	31.12.2024
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	7 741	263	-71	0	7 933
. Terrains hors exploitation	1 786	0	0	0	1 786
. Constructions d'exploitation	212 725	5 206	-6 387	0	211 544
. Constructions hors exploitation	2 815	100	0	0	2 915
. Autres immobilisations corporelles	25 771	1 045	-1 060	0	25 756
<b>Montant brut</b>	<b>250 838</b>	<b>6 614</b>	<b>-7 518</b>	<b>0</b>	<b>249 934</b>
Amortissements					
. Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
. Terrains hors exploitation	0	0	0	0	0
. Constructions d'exploitation	-136 334	-6 553	4 818	0	-138 069
. Constructions hors exploitation	-1 598	-118	0	0	-1 716
. Autres immobilisations corporelles	-22 702	-907	982	0	-22 627
<b>Montant des amortissements</b>	<b>-160 634</b>	<b>-7 578</b>	<b>5 800</b>	<b>0</b>	<b>-162 412</b>
<b>Montant net</b>	<b>90 204</b>	<b>-964</b>	<b>-1 718</b>	<b>0</b>	<b>87 522</b>

#### NOTE 10 - Autres actifs et passifs

	31.12.2024		31.12.2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	0	0	0	0
Comptes de règlement d'opérations sur titres	0	136	0	9
Dettes représentatives des titres empruntés	0	0	0	0
Impôts différés	0	0	0	0

Débiteurs et créiteurs divers	276 380	247 093	523 682	538 789
Créances et dettes rattachées	515	236	925	1 485
Dépréciation	-72		-72	
<b>Total</b>	<b>276 823</b>	<b>247 465</b>	<b>524 535</b>	<b>540 283</b>

**NOTE 11 - Comptes de régularisation**

	31.12.2024		31.12.2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	9 178	23	5 100	37 245
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	11 625	4 637	17 559	3 488
Autres comptes de régularisation	167 478	293 284	74 711	250 068
<b>Total</b>	<b>188 281</b>	<b>297 944</b>	<b>97 370</b>	<b>290 801</b>

**NOTE 12 - Dettes envers les établissements de crédit**

	31.12.2024		31.12.2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	14 025		48 700	
Comptes à terme		8 345 670		7 833 163
Valeurs données en pension	0	0	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	50 630	0	56 088
<b>Total</b>	<b>14 025</b>	<b>8 396 300</b>	<b>48 700</b>	<b>7 889 251</b>
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>		<b>8 410 325</b>		<b>7 937 951</b>

**NOTE 13 - Comptes créditeurs de la clientèle**

	31.12.2024		31.12.2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial (*)	2 272 550	739 603	2 412 353	870 391
Dettes rattachées	0	80	0	94
<b>Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial</b>	<b>2 272 550</b>	<b>739 683</b>	<b>2 412 353</b>	<b>870 485</b>
Autres dettes	6 995 544	5 348 062	7 151 471	5 145 201
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	103 209	0	77 190
<b>Total - Autres dettes</b>	<b>6 995 544</b>	<b>5 451 271</b>	<b>7 151 471</b>	<b>5 222 391</b>
<b>Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme</b>		<b>15 459 048</b>		<b>15 656 700</b>

(\*) Un montant de 1 292,5 millions d'euros de Prêts et valeurs reçues en pension à terme a été compensé avec le poste Comptes créditeurs de la clientèle correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation

**NOTE 13a - Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations**

	31.12.2024	31.12.2023
Montant des dépôts collectés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	2 693 007	2 396 139
Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	-1 468 509	-1 292 537
<b>Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan</b>	<b>1 224 498</b>	<b>1 103 602</b>

**NOTE 14 - Dettes représentées par un titre**

	31.12.2024	31.12.2023
Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	1 150	1 850
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	3	10
<b>Total</b>	<b>1 153</b>	<b>1 860</b>

**NOTE 15 - Provisions**

	31.12.2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2024
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>					
- sur engagements par signature	11 807	16 106	-3 113	0	24 800
- sur engagements de hors-bilan	0	0	0	0	0
- sur risques pays	0	0	0	0	0
- provisions générales pour risques de crédit	71 448	1 886	0	-1	73 333

- autres provisions pour risques de contrepartie	0	0	0	0	0
<b>Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme</b>	0	0	0	0	0
<b>Provisions sur filiales et participations</b>	0	0	0	0	0
<b>Provisions hors risques de contrepartie</b>	0	0	0	0	0
- provisions pour charges de retraite et médailles du travail	15 088	1 642	-77	0	16 653
- provisions épargne logement	4 642	2 611	-18	-1	7 234
- autres provisions pour risques	8 980	10 117	-5 212	0	13 885
<b>Total</b>	<b>111 965</b>	<b>32 362</b>	<b>-8 420</b>	<b>-2</b>	<b>135 905</b>

**NOTE 15a - Engagements de retraite et avantages similaires**

	Solde d'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Solde de clôture
<b>Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite</b>					
Indemnités de fin de carrière (1)	8 004	789	0	0	8 793
Compléments de retraite	245	0	-77	0	168
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	6 839	853	0	0	7 692
<b>Sous-total</b>	<b>15 088</b>	<b>1 642</b>	<b>-77</b>	<b>0</b>	<b>16 653</b>
<b>Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe</b>					
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (2)	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements au titre des accords sur la cessation anticipée d'activité des salariés</b>					
Engagements	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>15 088</b>	<b>1 642</b>	<b>-77</b>	<b>0</b>	<b>16 653</b>

Hypothèse retenue	2024	2023
Taux d'actualisation (2)	3,50%	3,19%

**Caisses de retraite**

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Autres	Frais de gestion	Variation écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	19 832	627		1 094	-169		1 011	-413		21 982
Contrat d'assurance	11 827		853		-15	-18		-248	790	13 189
Étalement	0									0
<b>Provision</b>	<b>8 005</b>	<b>627</b>	<b>-853</b>	<b>1 094</b>	<b>-154</b>	<b>18</b>	<b>1 011</b>	<b>-165</b>	<b>-790</b>	<b>793</b>

(1) La provision pour indemnité de fin de carrière est pour les banques françaises égale à la différence entre l'engagement et le montant assuré auprès des ACM, entreprise d'assurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(2) Le taux d'actualisation retenu est le taux de rendement des obligations long terme émises par des entreprises de premier rang, estimé à partir de l'indice IBOXX.

**NOTE 15b - Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement**

Comptes et plans d'épargne-logement		31.12.2024	31.12.2023	
Encours des plans d'épargne logement		669 580	786 694	
Encours de comptes d'épargne logement		56 325	51 622	
Total des comptes et plans d'épargne logement		725 905	838 316	
Prêts d'épargne-logement		31.12.2024	31.12.2023	
Encours de prêts d'épargne-logement		2 995	995	
Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	12	1		13
Sur plans d'épargne-logement	4 598	2 484		7 082
Sur prêts d'épargne-logement	32	107		139
Total	4 642	2 592	0	7 234

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques. Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par

génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

NOTE 16 - Dettes subordonnées

	31.12.2023	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.2024
Dettes subordonnées	76 333	0	0	0	76 333
Emprunts participatifs	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	9 909	0	0	0	9 909
Dettes rattachées	440	0	0	-101	339
Total	86 682	0	0	-101	86 581

Principale dette subordonnée :

	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice	Taux	Echéance
TSDI	05.1985	9 909	9 909	TAM et TIOP	E/P *

\* E/P Emprunt perpétuel

NOTE 17 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves -1	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées -2	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2023	258 498	63 332	126 380	0	11 260	226	85 613	545 309	3 287
Augmentation de capital								0	
Résultat de l'exercice							25 057	25 057	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						85 613	-85 613	0	
Distribution de dividendes						-25 850		-25 850	
Autres mouvements			59 763			-59 763		0	
Dotation nette dérogatoire de l'exercice					510			510	
Solde au 31.12.2023	258 498	63 332	186 143	0	11 770	226	25 057	545 026	3 287
Solde au 1.1.2024	258 498	63 332	186 143	0	11 770	226	25 057	545 026	3 287
Augmentation de capital								0	
Résultat de l'exercice							-10 500	-10 500	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			25 057				-25 057	0	
Distribution de dividendes								0	
Autres mouvements								0	
Dotation nette dérogatoire de l'exercice					381			381	
Solde au 31.12.2024	258 498	63 332	211 200	0	12 151	226	-10 500	534 907	3 287

1) Les réserves sont constituées de la réserve légale pour 25.849 milliers d'euros, des autres réserves pour 42.525 milliers d'euros et des réserves libres pour 142.826 milliers d'euros.

(2) Le poste Provisions réglementées est composé au 31/12/2024 de 12.151 milliers d'euros d'amortissements dérogatoires

Le capital de CIC SUD OUEST est constitué au 31 décembre 2024 de 16 156 140 actions d'une valeur nominale de 16€.  
Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC détient 100% du capital de CIC SUD OUEST au 31 décembre 2024.  
De ce fait, le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC reprend, par intégration globale, dans ses comptes consolidés, les comptes de CIC SUD OUEST.

Le résultat social de CIC SUD OUEST s'élève à -10 500 384,75 euros.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de Mai 2025 d'affecter la somme de -10.274 milliers d'euros provenant du résultat et du report à nouveau pour 226 milliers d'euros, de la manière suivante :

	Réserve Légale
	Dividendes de 0€/actions
10 274	Autres réserves
	Dotation au report à nouveau
10 274	Total distribuable

NOTE 18 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 an	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dette rattachées	Total
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit *	2 034 085	0	255 000	323 830	0	37 340	2 650 255
Créances sur la clientèle **	2 005 065	1 842 120	7 465 954	10 159 891	0	39 509	21 512 539
Obligations et autres titres à revenu fixe ***	0	0	5 000	0	0	195	5 195
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit	257 625	558 542	4 109 728	3 433 800	0	50 630	8 410 325
Comptes créditeurs de la clientèle	11 565 620	1 788 537	1 761 380	240 222	0	103 289	15 459 048
Dettes représentées par un titre							

- Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	0	0	150	1 000	0	3	1 153
- Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0	0	0	0

\* à l'exception des créances douteuses et des dépréciations

\*\* à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des dépréciations

\*\*\* exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

#### NOTE 19 - Contrevaaleur en euros des actifs & passifs en devises

Les contrevaleurs euros des actifs et passifs libellés en devises au 31 décembre 2024 sont respectivement de 138,904 milliers d'euros et de 138,904 milliers d'euros. CIC SUD OUEST n'a pas de position opérationnelle significative en devises.

#### NOTE 20 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe. Au 31 décembre 2024, leur montant s'élève à 5 298 374 milliers d'euros.

#### NOTE 21 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2024			31.12.2023		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
<b>Opérations fermes</b>						
Marchés organisés						
Contrats de taux	0	0	0	0	0	0
Contrats de change	0	0	0	0	0	0
Autres opérations	0	0	0	0	0	0
Marchés de gré à gré						
Accords de taux futurs	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux	9 300 000	0	9 300 000	8 897 000	0	8 897 000
Swaps financiers	0	0	0	0	0	0
Autres opérations	0	0	0	0	0	0
Swaps - autres	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>						
Marchés organisés						
Options de taux						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Options de change						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Actions et autres options						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Marchés de gré à gré						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>9 300 000</b>	<b>0</b>	<b>9 300 000</b>	<b>8 897 000</b>	<b>0</b>	<b>8 897 000</b>

#### Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

31.12.2024	Position Ouverte isolée	Micro couverture	Risque Global tx d'intérêt	Gestion spécialisé	Total
<b>Opérations fermes</b>					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
Contrats d'échange	0	0	9 300 000	0	9 300 000
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Achats	0	0	0	0	0

Ventes	0	0	0	0	0
<b>31.12.2023</b>					
<b>Opérations fermes</b>					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
Contrats d'échange	0	0	8 897 000	0	8 897 000
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0

**NOTE 22 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle**

<b>31.12.2024</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>&gt; 1 ans &lt; 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
<b>Instruments de taux</b>				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0
Swaps de taux	450 000	3 550 000	5 300 000	9 300 000
<b>Total</b>	<b>450 000</b>	<b>3 550 000</b>	<b>5 300 000</b>	<b>9 300 000</b>

**NOTE 23 - Instruments financiers à terme**

<b>Juste valeur des instruments financiers selon les règlements CRC 2004.14 à 19</b>	<b>31.12.2024</b>		<b>31.12.2023</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Juste valeur des instruments financiers	196 703	142 839	298 537	135 565

**NOTE 24 - Produits et charges sur intérêts**

	<b>31.12.2024</b>		<b>31.12.2023</b>	
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Etablissements de crédit	151 005	-400 634	144 338	-334 850
Clientèle	797 113	-410 424	605 443	-272 885
Crédit-bail et location simple	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	225	-16	225	-266
Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>948 343</b>	<b>-811 074</b>	<b>750 006</b>	<b>-608 001</b>
dont charges sur dettes subordonnées		-4 604		-4 068

**NOTE 25 - Revenus des titres à revenu variable**

	<b>Exercice 31.12.2024</b>	<b>Exercice 31.12.2023</b>
Titres de placement	1	0
Titres de l'activité de portefeuille	0	0
Titres de participation et ATDLT	0	0
Parts dans les entreprises liées	18	15
Revenus des parts de S.C.I.	0	0
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>15</b>

**NOTE 26 – Commissions**

	<b>31.12.2024</b>		<b>31.12.2023</b>	
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Opérations de trésorerie & interbancaires	678	0	449	0
Opérations avec la clientèle	99 318	-1 365	94 178	-1 347
Opérations sur titres	2	-251	3	-241
Opérations de change	508	0	447	0
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres	0	0	0	0
. Engagements financiers à terme	0	0	0	0
. Engagements de financement et de garantie	5 829	-4 109	6 554	-6 705
Prestations de services financiers	143 036	-2 586	137 794	-2 458
Commissions sur moyens de paiement		-40 311		-37 054
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	15 280	-4 744	17 059	-3 888
<b>Total</b>	<b>264 651</b>	<b>-53 366</b>	<b>256 484</b>	<b>-51 693</b>

**NOTE 27 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2023
- Sur titres	0	0
- Sur opérations de change	2 812	1 675
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt	0	0
* De cours de change	0	0
* Sur autres instruments financiers y compris actions	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>2 812</b>	<b>1 675</b>
- Dotations aux provisions sur instruments financiers	0	0
- Reprises de provisions sur instruments financiers	0	0
<b>Total</b>	<b>2 812</b>	<b>1 675</b>

**NOTE 28 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2023
<b>Opérations sur titres de placement</b>		
- Plus-values de cession	0	103
- Moins-values de cession	0	0
- Dotations aux dépréciations	-4	-2
- Reprises de dépréciations	4	8
<b>Opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
- Plus-values de cession	0	0
- Moins-values de cession	0	0
- Dotations aux dépréciations	0	0
- Reprises de dépréciations	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>109</b>

**NOTE 29 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	1 561		1 528	
Transferts de charges	0		0	
Dotation nette aux provisions		-149		-225
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	442	-4 002	687	-3 795
<b>Total</b>	<b>2 003</b>	<b>-4 151</b>	<b>2 215</b>	<b>-4 020</b>

**NOTE 30 - Charges de personnel**

	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2023
Salaires & traitements	-85 832	-90 488
Charges sociales	-43 781	-41 421
Charges de retraite	-562	200
Intéressement et participation des salariés	-14 145	-13 040
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-14 399	-14 352
Dotation nette aux provisions pour retraite et médailles du travail	-1 565	-6 493
Autres dotations nettes aux provisions	-544	-3 205
<b>Total</b>	<b>-160 828</b>	<b>-168 799</b>

**NOTE 31 - Coût du risque**

	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2023
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-94 462	-44 859
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	43 191	36 007
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-13 252	-13 764
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-1 766	-1 448
Récupérations sur créances amorties	382	703
<b>Solde des créances</b>	<b>-65 907</b>	<b>-23 361</b>
Dotations aux provisions	-17 992	-6 667
Reprises de provisions	3 113	4 185
<b>Solde des risques</b>	<b>-14 879</b>	<b>-2 482</b>
<b>Total</b>	<b>-80 786</b>	<b>-25 843</b>

**NOTE 32 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

	31.12.2024						Exercice 31.12.2023 Total
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Autres	Total	
<b>Sur immobilisations financières</b>							
- Plus-values de cessions		0	0	0	0	0	1 071
- Moins-values de cessions		0	-4	0	0	-4	-5
- Dotations aux dépréciations		0	-12	0	0	-12	0
- Reprises de dépréciations		0	4	0		4	18
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-12</b>	<b>1 084</b>
<b>Sur immobilisations corporelles et incorporelles</b>							
- Plus-values de cessions						222	1 022
- Moins-values de cessions						-2 884	-857
<b>Sous-total</b>						<b>-2 662</b>	<b>165</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2 674</b>	<b>1 249</b>

**NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices**

	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2023
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-562	-13 634
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	69	267
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
<b>Total</b>	<b>-493</b>	<b>-13 366</b>
Sur activités courantes	627	-13 638
Sur éléments exceptionnels	-66	4
régl exercices précédents	-69	267
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>-13 366</b>

**Intégration fiscale**

La société a opté le 23 Décembre 1994 pour l'intégration fiscale au sein du groupe du CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, à compter du 1er Janvier 1995. Par convention, chaque filiale membre du groupe intégré constitué par le CIC verse à la société mère, au titre de sa participation au paiement de l'impôt sur les sociétés et des contributions sur l'IS, une somme égale à l'impôt théorique qui aurait grevé son résultat individuel et sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle avait été imposable distinctement en l'absence d'intégration fiscale sous réserve de la dérogation prévue par la convention. Par dérogation, le cas échéant, l'impôt théorique est calculé sans appliquer les nouvelles règles de report des déficits. Les déficits sont imputés dans leur intégralité sur leurs exercices ultérieurs sans limitation de bénéfice fiscal. Parallèlement, les déficits reportables susceptibles d'être imputés sur les exercices suivants sont réduits du montant des déficits supplémentaires imputés. Les crédits d'impôts imputés ou remboursés sont considérés comme utilisés par la filiale.

**NOTE 34 - Effectifs moyens**

	Exercice 31.12.2024	Exercice 31.12.2023
Techniciens de la banque	832	853
Cadres	847	839
<b>Total</b>	<b>1 679</b>	<b>1 692</b>

**NOTE 35 - Honoraires commissaires aux comptes**

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent sur l'exercice 2024 à :

	KPMG	Forvis Mazars	TOTAL
Commissariat aux comptes, examen et certification des comptes	71 500	85 000	156 500
Honoraires de services autres que la certification des comptes			
<b>Total HT</b>	<b>71 500</b>	<b>85 000</b>	<b>156 500</b>

**NOTE 36 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration et de la direction**

	31.12.2024	31.12.2023
Montant global des rémunérations versées (1)	243	310
Montant global des jetons de présence (2)	81	83

(1) la rémunération du directeur général

(2) versés aux membres du conseil d'administration le montant des avances et crédits accordés aux membres du comité de direction s'élèvent à 100 k€ pour l'année 2024

Le montant des avances et crédits accordés aux membres du comité de direction s'élèvent à 100 k€ pour l'année 2024

NOTE 37 - Résultat par action

	31.12.2024	31.12.2023
Résultat net part du Groupe	-10 500	25 057
Nombre d'actions à l'ouverture	16 156 140	16 156 140
Nombre d'actions à la clôture	16 156 140	16 156 140
Résultat de base par action	-0,65	1,55

NOTE 38 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :  
Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier: 30 644 comptes pour 12 938 701,88 €  
Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier: 929 comptes pour 868 008,75 € déposés à la Caisse des dépôts consignations.

NOTE 39 - Evénements post-clôture

Absence d'événement significatif postérieur à l'arrêté du 31 décembre 2024

IV. — Résultats financiers sur les 5 derniers exercices

Nature des indications	2020	2021	2022	2023	2024
<b>1 - Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	214 500 000	214 500 000	258 498 240	258 498 240	258 498 240
Nombre d'actions émises	13 406 250	13 406 250	16 156 140	16 156 140	16 156 140
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
<b>2 - Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes (*)	768 361	786 288	989 209	2 077 786	1 197 589
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	93 632	111 767	142 554	81 562	86 474
Impôt sur les sociétés	23 326	28 915	33 452	13 367	492
Bénéfice net	38 000	57 470	85 613	25 057	-10 500
Montant des bénéfices distribués (**)	0	57 379	25 850	25 850	0
<b>3 - Résultat des opérations réduit à une seule action (en €)</b>					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	5,24	6,18	6,75	4,22	5,32
Bénéfice net	2,83	4,29	5,3	1,55	-0,65
Dividende versé à chaque action (**)	0	4,28	1,6	1,6	0
<b>4 - Personnel</b>					
Nombre de salariés (***)	1 693	1 693	1 693	1 703	1 665
Montant de la masse salariale	80 061	79 981	87 177	91 851	87 779
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	37 695	38 755	39 182	41 667	42 506

(\*) A partir de 2024, Le Chiffre d'affaires hors taxes est calculé avec la comptabilité externe  
(\*\*) Sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale.  
(\*\*\*) Effectifs moyens

V. — Rapport de commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société Banque CIC Sud-Ouest

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque CIC Sud-Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit**  
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.  
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.
- Indépendance**  
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Evaluation des dépréciations et provision pour risques de crédit avérés sur les encours de prêts à la clientèle**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garanties. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu’il existe une indication objective de perte de valeur.</p> <p>Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.</p> <p>Au 31 décembre 2024, les créances douteuses sur la clientèle s’élèvent à 609 M€ et les dépréciations et les provisions associées sur les prêts et engagements s’élèvent respectivement à 228 M€ et 25 M€ telles que présentées dans les notes 3 et 15 de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d’évaluation et de présentation » de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>L’évaluation des dépréciations et des provisions requiert l’exercice du jugement pour l’identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte tenu de l’importance du jugement dans l’appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier dans un contexte d’incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l’identification des créances présentant un risque de non-recouvrement et l’évaluation de dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l’audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L’importance relative des encours de prêts dans le bilan ;</li><li>• La complexité de l’estimation des flux futurs recouvrables</li></ul>	<p>Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les contrôles réalisés par les spécialistes en systèmes d’information permettant de garantir les règles de déclassement en créances douteuses et la correcte implémentation des règles de provisionnement automatique dans le système d’information. Nous avons obtenu et analysé les contrôles menés par ces derniers sur ce dispositif automatisé ;</li><li>• sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux.</li></ul> <p>S’agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;</li><li>• examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;</li><li>• rationalisé l’évolution annuelle du coût du risque ;</li><li>• et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes.</li></ul> <p>Nous avons également réalisé des procédures analytiques en calculant l’évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l’information présentée dans les notes de l’annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

- **Informations relatives au gouvernement d’entreprise**

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d’administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque CIC Sud-Ouest par l’assemblée générale du 23 avril 2024 pour les cabinets KPMG S.A. et Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, les cabinets KPMG S.A. et Forvis Mazars SA étaient dans la 1<sup>ère</sup> année de leurs mandats.

- **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en

place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, saufs'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;  
il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

Paris La Défense, Toulouse et Bordeaux, le 1<sup>er</sup> avril 2025

Les Commissaires aux comptes

**Forvis Mazars SA**

**KPMG S. A.**

**Julie Mallet**  
Associée

**Alexandra Kritchmar**  
Associée

**Anaud Bourdeille**  
Associé

**Pierre Subreville**  
Associé

#### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 20 quai des chartrons, 33000 Bordeaux.